

**SOIXANTE-TROISIÈME SESSION
DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION**

Genève, 5 - 7 février 2014

RÉVISION DES STATUTS DU BIE

Révision des Statuts du Bureau international d'éducation.

Le Conseil est invité à considérer les modifications proposées dans les documents suivants :

1. Les *Statuts du BIE*, et
2. Le *Règlement intérieur du Conseil du Bureau international d'éducation*

Les changements proposés font l'objet d'un « suivi des modifications » dans les deux documents, et sont accompagnés de commentaires explicatifs et justificatifs.

Les modifications qui ont déjà été approuvées lors de la trente-septième session de la Conférence Générale de l'UNESCO (2013) ont aussi été incluses dans ces deux documents, accompagnées de notes indicatives.

Trois des questions les plus complexes soulevées par les propositions de modifications sont abordées ci-dessous. Les questions 1 et 2 devraient idéalement être abordées conjointement. La question 3 peut être abordée séparément.

Question 1

Dans le cas d'un Bureau du Conseil constitué de trois membres servant pour une durée de deux ans sans possibilité de réélection, dont un assumant la fonction de Président(e), le principe assurant la rotation des membres du Bureau du Conseil dans les six groupes électoraux tous les deux ans va de fait limiter la durée du mandat du/de la Président(e) à deux ans. Ceci pourrait être problématique si la continuité présidentielle était souhaitable, par exemple, si le Conseil voulait qu'un(e) Président(e) particulièrement capable et impliqué(e) conserve cette fonction pour un second mandat de deux ans.

Les *Statuts du BIE* et le *Règlement intérieur du Conseil du BIE* devraient-ils être amendés de manière à permettre au/à la Président(e) d'être réélu(e) pour un mandat additionnel de deux ans ?

La réélection d'un(e) Président(e) pour un deuxième mandat de deux ans aurait pour conséquence que l'un des six groupes électoraux ne serait pas représenté au Bureau du Conseil durant la période de quatre ans couverte par cette présidence.

Un moyen d'éviter ce problème consisterait à modifier les *Statuts du BIE* et le *Règlement intérieur du Conseil du Bureau international d'éducation* afin d'augmenter la taille du Bureau du Conseil à quatre membres, dont le/la Président(e).

Une conséquence de ceci, en postulant la réélection du/de la Président(e) pour un second mandat de deux ans, serait que deux des six groupes électoraux se verraient représentés au Bureau du Conseil durant la totalité des quatre années de la période de présidence, tandis que les quatre autres groupes électoraux seraient représentés pendant seulement deux ans.

Question 2

Les Statuts du BIE et le Règlement intérieur du Conseil du BIE devraient-ils être amendés de manière à ce que le/la Président(e) soit désigné(e) à titre personnel, et qu'un(e) représentant de son pays le/la remplace au Conseil et au Bureau du Conseil ? (Cette pratique a été appliquée pendant la Présidence de la Norvège durant les quatre dernières années)

Si cet amendement était adopté, un amendement supplémentaire stipulant que le/la Président(e) lui/elle-même n'aurait pas de voix lors des votes au Conseil et au Bureau du Conseil, mais seulement une voix pour départager les égalités en cas de besoin, pourrait paraître approprié. (Cette pratique a été appliquée pendant la Présidence de la Norvège durant les quatre dernières années)

La désignation du/de la Président(e) à titre personnel lui éviterait la difficulté de « porter plusieurs casquettes ». Il/Elle pourrait ainsi servir en toute impartialité et objectivité sans avoir à porter la responsabilité de représenter son pays et son groupe régional.

La désignation du/de la Président(e) à titre personnel permettrait aussi que (1) le/la Président(e) soit élu(e) pour un second mandat de deux ans ; et (2) le principe de rotation des membres au Bureau du Conseil dans les six groupes électoraux tous les deux ans serait honoré sans avoir à augmenter la taille du Bureau du Conseil à quatre membres (une possibilité envisagée à la question 1 ci-dessus). Ainsi, pendant les deux premières années de sa présidence, le/la représentant(e) de son pays le/la remplacerait au Bureau du Conseil ; pendant les deux années suivantes, ce ne serait pas le cas. La désignation du/de la Président(e) à titre personnel permettrait ainsi de pallier à la difficulté d'assurer une rotation au Bureau du Conseil et dans un même temps d'autoriser le/la Président(e) à assurer la continuité (jusqu'à un maximum de quatre ans, selon la volonté du Conseil).

Il est à noter que la désignation du/de la Président(e) à titre personnel pourrait permettre au/à la Président(e) d'être élu pour un second mandat de deux ans même si son pays n'est plus éligible au Conseil pour cette période de deux ans (voir question 3 ci-dessous). Dans ce cas, le/la Président(e) n'aurait pas besoin de représentant de son pays pour le/la remplacer au Conseil.

Question 3

La durée des mandats des États membres du Conseil est de quatre ans (Article III.2 des *Statuts du BIE*). Les États membres du Conseil sont immédiatement éligibles pour un mandat supplémentaire (article III.3 des *Statuts du BIE*)

Les Statuts du BIE devraient-ils être amendés de manière à limiter cette éligibilité immédiate pour un mandat additionnel de quatre ans, après lequel un État membre qui a été membre du Conseil durant huit ans serait obligé de se retirer du Conseil pour une période de deux ans avant d'être à nouveau éligible pour le Conseil ?

I. Statuts du Bureau international d'éducation⁴

Article premier

1. Il est créé au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dont il fait partie intégrante, un centre international d'éducation comparée institut spécialisé dans le curriculum et les questions curriculaires dans une perspective internationale et comparée^[n1], qui porte le nom de « Bureau international d'éducation » et qui est ci-après désigné par le terme « l'e Institut^[n2]Bureau ».
2. L'Institute Bureau jouit, dans les conditions fixées par les présents statuts, d'une large autonomie intellectuelle et fonctionnelle au sein de l'UNESCO.
3. L'Institute Bureau est établi en Suisse, à Genève.

Article II^[n3]

1. L'Institute Bureau contribue à la conception et à la mise en œuvre du programme de l'Organisation en matière d'éducation, en particulier en promouvant et en soutenant l'excellence dans les processus et produits curriculaires liés aux domaines de l'apprentissage, de l'évaluation, de l'enseignement et de la formation des maîtres, de manière à améliorer la qualité de l'apprentissage des élèves tout au long de la vie. À cet effet, il a pour fonctions principales :
 - a) de servir de point focal pour l'UNESCO dans le domaine du curriculum ;
 - b) de développer les capacités institutionnelles et individuelles dans le domaine du curriculum, et d'apporter son assistance technique, des conseils, ainsi que d'autres services liés au curriculum aux États membres et aux régions ;
 - c) de générer, rassembler, analyser, comparer, synthétiser et partager les connaissances, l'information et les résultats des recherches liés aux produits et processus curriculaires, ainsi qu'aux stratégies, aux tendances et aux problématiques émergentes en lien avec le curriculum ;
 - d) de faciliter, en ce qui concerne la conception, l'innovation et le développement curriculaires, la coopération aux niveaux régional et sous-régional entre les États membres et les autorités éducatives, les organisations internationales, les institutions en charge de la formation des maîtres, les instituts de recherche basés sur le terrain et le Secteur de l'éducation de l'UNESCO, ainsi que ses instituts et Bureaux régionaux ;
 - e) de promouvoir un dialogue politique basé sur des données probantes dans les domaines du curriculum, de l'enseignement et de l'apprentissage aux niveaux mondial, régional et sous-régional entre les ministres de l'éducation et les autres responsables du développement curriculaire, notamment en organisant les sessions de la Conférence internationale de l'éducation en accord avec les décisions de la Conférence générale et assujettie aux règles en vigueur et applicables à l'UNESCO,
 - a) préparer et d'organiser les sessions de la Conférence internationale de l'éducation comme forum international de dialogue en matière de politique éducative, conformément aux décisions de la Conférence générale et selon les règles pertinentes en vigueur de l'UNESCO ;

- ~~b) de concourir à la diffusion et à la mise en œuvre des déclarations et recommandations adoptées par la Conférence internationale de l'éducation ;~~
- ~~e) de réunir, traiter, analyser, systématiser, produire et diffuser, en utilisant les techniques les plus modernes, la documentation et l'information relatives à l'éducation, plus particulièrement aux innovations concernant les programmes d'études, les méthodes d'enseignement et la formation des enseignants, en coopération avec les autres unités compétentes de l'UNESCO, et en liaison avec des institutions et réseaux nationaux, régionaux et internationaux ;~~
- ~~d) d'entreprendre, en coopération avec les autres unités au Siège et hors Siège, et en harmonisant ou en reliant ses activités avec celles d'autres institutions nationales, régionales et internationales poursuivant des buts analogues, des enquêtes et études dans le domaine de l'éducation, notamment de l'éducation comparée, et d'en publier et d'en diffuser les résultats ;~~
- ~~e) —~~
- ~~f) de contribuer et d'apporter un concours technique au renforcement des capacités nationales en matière d'information et de recherche comparée, notamment par la promotion de la formation de personnel spécialisé dans ces domaines ;~~
- ~~g) f) de conserver les archives et les collections historiques du Bureau international d'éducation et de les rendre largement accessibles aux intéressés. — au public.~~

-
1. Adoptés par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa quinzième session (résolution 14.1), puis modifiés lors de ses dix-neuvième session (résolution 1.521), vingt et unième session (résolution 1/13), vingt-quatrième session (résolution 4.3), vingt-cinquième session (résolution 1.2.1), ving-huitième session (résolutions 1.10 et 22) et vingt-neuvième session (résolution 3).

2. Le programme général et le budget de ~~l'Institut~~ ~~Bureau~~ font partie du programme et budget de l'UNESCO. Les ressources de ~~l'Institut~~ ~~Bureau~~ sont constituées par l'allocation financière qui lui est attribuée par la Conférence générale de l'UNESCO ainsi que par le soutiens-dons, financier ou d'autre nature, de la part des donateurs et partenaires, et par ^[n4] les dons, legs, subventions et contributions volontaires reçus conformément au Règlement financier applicable au compte spécial du Bureau international d'éducation.
3. Dans le cadre de l'exécution courante de son programme général, tel qu'approuvé par la Conférence générale, ~~l'Institut~~ ~~Bureau~~ entretient des relations directes avec les autorités des États membres de l'UNESCO compétentes en matière d'éducation.

Article III

1. L'Institut est doté d'un conseil composé de douze États membres de l'UNESCO désignés par la Conférence générale de l'UNESCO (deux de chacun des six groupes électoraux) en tenant compte de la parité hommes-femmes.

Disposition transitoire

Article III. 1. bis. Cet article entrera en vigueur de la façon suivante : les quatorze États membres dont le mandat expire à la 38e session de la Conférence générale de l'UNESCO (2015) resteront en fonction jusqu'à la fin de leur mandat. Pour assurer la continuité au sein du Conseil de transition, six États membres seront désignés à la 37e session (2013), à raison d'un par groupe électoral. Pour la période comprise entre la 37e et la 38e session de la Conférence générale, le Conseil de transition sera donc composé de vingt États membres. À la 38e session de la Conférence générale de l'UNESCO, six nouveaux États membres seront désignés, à raison d'un par groupe électoral. Au moment de cette désignation, le nouveau Conseil composé de 12 membres entrera en fonction, et le présent article sera supprimé.

[Cette disposition transitoire sera automatiquement supprimée sitôt son application effective.]

^[n5]

- ~~1. Le Bureau est doté d'un conseil composé de vingt huit États membres de l'UNESCO désignés par la Conférence générale.~~
2. Les États membres du Conseil exercent leur mandat depuis la fin de la session de la Conférence générale qui les a désignés jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire subséquente de la Conférence générale.
3. Les États membres du Conseil sont immédiatement rééligibles.
4. Lorsqu'ils choisissent leur représentant(e) au Conseil, les États membres veillent à ce que celui-ci composé de membres possédant une expertise et/ou une expérience de l'élaboration des politiques dans le domaine de l'éducation. ^[n6] ~~Les États membres du Conseil choisissent pour les représenter des personnalités qualifiées dans le domaine de l'éducation.~~ Ils veillent à ce que les personnalités choisies soient en mesure de les représenter régulièrement aux sessions du Conseil.

Article IV

Disposition transitoire

L'article IV.1 ci-dessous entrera en vigueur à la 38e session de la Conférence générale. Dans la période transitoire comprise entre la 37e et la 38e session de la Conférence générale, le Conseil pourra se réunir en session extraordinaire sur convocation du Directeur/ de la Directrice général(e) de l'UNESCO ou à la demande de onze de ses membres.

[Cette disposition transitoire sera automatiquement supprimée sitôt son application effective.]

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du Directeur/ de la Directrice général(e) de l'UNESCO ou sur demande de sept^[n7] de ses membres.

Article IV. 1. bis. Les langues de travail du Conseil sont l'anglais et le français.

~~Le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du Directeur général de l'UNESCO ou sur demande de quinze de ses membres.~~

- 1.2. Chaque État membre du Conseil dispose d'une voix.

- 2.3. Le Directeur/La Directrice général(e), ou, à son défaut, le/la représentant(e)^[n8] qu'il/elle aura désigné(e), prend part sans droit de vote aux réunions du Conseil.

- 3.4. Le Conseil adopte son Règlement intérieur.

5. Le Conseil élit son Bbureau composé d'un(e) Pprésident(e) et de cinq vvice-président(e)s, ressortissant(e)s des six groupes régionaux. Le/La Président(e) du Conseil préside le Bbureau. Le Conseil renouvelle son Bbureau lors de sa première session qui suit la session ordinaire de la Conférence générale ayant procédé au renouvellement partiel dudit Conseil. Les membres du Bbureau sont rééligibles, sous réserve que le mandat des États membres du Conseil qu'ils représentent soit renouvelé par la Conférence générale mais ils ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs. Le Bureau reste en fonction jusqu'à l'élection d'un nouveau Bureau.

L'article IV.5 ci-dessous prendra effet lorsque l'article III sera entré en vigueur.

Article IV.5. Le Conseil élit son Bureau composé d'un(e) président(e) et de deux vice-président(e)s en assurant un roulement entre les six groupes électoraux ressortissants des six groupes régionaux. Le/La Président(e) du Conseil préside le Bureau. Le Conseil renouvelle son Bureau lors de sa première session qui suit la session ordinaire de la Conférence générale ayant procédé au renouvellement partiel dudit Conseil. Les membres du Bureau accomplissent un mandat de deux ans et ne sont pas rééligibles, sous réserve que le mandat des États membres du Conseil qu'ils représentent soit renouvelé par la Conférence générale mais ils ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs. Le Bureau reste en fonction jusqu'à l'élection d'un nouveau Bureau.

- 4.6. ^[n9]Le Conseil peut constituer des organes subsidiaires pour l'assister dans l'exécution de ses tâches spécifiques.

Article V

Le Conseil est chargé :

- a) d'établir sur proposition du Directeur/de la Directrice de l'Institut-Bureau, en tenant compte des orientations de planification à moyen terme, le projet de programme général et de budget de l'Institut-Bureau qui sera soumis à la Conférence générale accompagné des observations ou recommandations du Directeur/de la Directrice général(e) et du Conseil exécutif et de veiller à assurer la cohérence et la complémentarité des activités prévues dans le projet de programme général et de budget de l'Institut-Bureau avec les autres activités prévues dans le Projet de programme et de budget de l'UNESCO ;
- b) de définir de manière détaillée^[n10], dans le cadre du programme et du budget adoptés par la Conférence générale et compte tenu, le cas échéant, des ressources extrabudgétaires disponibles, les activités à entreprendre par l'Institute Bureau. Le Conseil supervise l'exécution du programme d'activités de l'Institut Bureau et mobilise des ressources humaines et financières ;
- c) d'approuver le projet de budget annuel de l'Institut-Bureau qui lui est présenté par le Directeur/la Directrice ;
- d) de vérifier l'exécution du budget et les comptes auprès de l'Institut-Bureau et le rapport du Commissaire aux comptes de l'UNESCO relatif à l'Institut-Bureau ;
- e) de formuler des propositions pour la préparation et l'organisation des sessions de la Conférence internationale de l'éducation ;
- f) de soumettre au Directeur/à la Directrice général(e) une liste de trois noms au moins en vue de la nomination du Directeur/de la Directrice, conformément aux dispositions de l'article VI ci-dessous ;
- g) de présenter à la Conférence générale, lors de chacune de ses sessions ordinaires, un rapport sur les activités de l'Institut-Bureau.

Article VI

1. Le Directeur/la Directrice de l'Institut-Bureau est nommé(e) par le Directeur/la Directrice général(e) et choisi par lui sur la liste établie par le Conseil en consultation avec le Conseil, pour un mandat d'une durée maximale de six (6) ans, conformément à l'article V, alinéa (f).

Article VI. 1. bis. L'actuel(le) Directeur/Directrice restera en fonction jusqu'à la fin de son contrat. Après l'entrée en vigueur des Statuts amendés, la nomination du Directeur/de la Directrice est régie par les dispositions pertinentes de ces derniers, qui s'appliquent aussi au Directeur/à la Directrice en exercice, si son contrat est renouvelé. [Cette disposition transitoire sera automatiquement supprimée sitôt son application effective.]

- 1.2. Le Directeur/La Directrice prépare les propositions relatives au projet de programme général et de budget de l'Institut-Bureau qu'il/elle^[n11] présente au Conseil.
- 2.3. Le Directeur/La Directrice est responsable de la gestion de l'Institut-Bureau conformément au Règlement financier et au Règlement d'administration financière applicables au compte spécial du Bureau international d'éducation ainsi qu'au Cadre général de la délégation d'autorité accordée au Directeur/à la Directrice du BIE en matière de gestion des postes et du personnel.

Article VII

1. Le Directeur/la Directrice et les membres du personnel de l'Institut~~-Bureau~~ sont membres du personnel de l'UNESCO et sont régis par les dispositions du Statut du personnel de l'UNESCO approuvé par la Conférence générale, à l'exception des personnels employés occasionnellement, tels que visés par les dispositions réglementaires du Manuel de l'UNESCO.
2. Le Directeur/La Directrice général(e) peut édicter, à l'égard du personnel de l'Institut~~-Bureau~~, des dispositions réglementaires particulières compatibles avec les dispositions du Statut du personnel de l'UNESCO.

Article VIII

Les présents statuts entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1969.

II. Règlement intérieur du Conseil du Bureau international d'éducation⁶

Section I. Composition

Article premier

1. Le Conseil du Bureau international d'éducation (ci-après dénommé « le Conseil ») est composé de ~~douzevingt-huit~~ États membres de l'UNESCO désignés par la Conférence générale conformément à l'article III des Statuts du Bureau international d'éducation (ci-après dénommé « l'~~Institute~~~~Bureau~~ »).
2. Chaque État membre du Conseil communique au Directeur/à la Directrice de l'~~Institute~~~~Bureau~~ le nom de son/sa représentant(e) au Conseil ainsi que, s'il le désire, ceux de son/sa suppléant(e) et de ses conseillers et experts.

Section II. Représentants et observateurs

Article 2

1. Les représentants des États membres et Membres associés de l'UNESCO qui ne sont pas membres du Conseil peuvent participer sans droit de vote aux sessions du Conseil.
2. Les représentants de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations du système des Nations Unies avec lesquelles l'UNESCO a conclu un accord prévoyant une représentation réciproque peuvent participer sans droit de vote aux sessions du Conseil.

Section III. Sessions

Article 3

1. Les sessions du Conseil sont convoquées par le Directeur/la Directrice général(e) de l'UNESCO, conformément aux indications qui ont pu être données par le Conseil et après consultation du Président/de la Présidente.
2. Les sessions extraordinaires du Conseil sont convoquées par le Directeur/la Directrice général(e) de l'UNESCO soit de sa propre initiative soit à la demande de septquinze des membres du Conseil.

1. Le « Règlement intérieur » a été adopté par le Conseil lors de sa première session (juin 1969) ; il fut amendé lors de sa huitième session (janvier 1973, articles 5 et 6), sa quatorzième session (janvier 1977, articles premier, 3, 5 et 8*), sa quarante-quatrième session (janvier 1998, articles premier, 3, 5 et 8*) et sa quarante-sixième session (janvier 2000, un nouvel article 7).

* = ancienne numérotation ; avec le nouvel article 7 (janvier 2000), les anciens articles 7 à 23 deviennent articles 8 à 24.

Section IV. Ordre du jour

Article 4

1. L'ordre du jour provisoire des sessions est établi par le Directeur/la Directrice de l'~~Institut~~ ~~Bureau~~ en consultation avec les membres du bureau du Conseil et le Directeur/la Directrice général(e) de l'UNESCO.
2. L'ordre du jour provisoire est communiqué aux membres du Conseil deux mois avant l'ouverture de chaque session.
3. L'ordre du jour provisoire d'une session du Conseil comprend :
 - a) les questions que le Conseil a, lors d'une session antérieure, décidé d'inscrire à l'ordre du jour ;
 - b) les questions proposées par les États membres du Conseil ;
 - c) les questions proposées par le Directeur/la Directrice général(e) de l'UNESCO.
4. Au début de chaque session le Conseil adopte l'ordre du jour.
5. Après l'adoption de l'ordre du jour le Conseil peut, au cours d'une session, modifier l'ordre des questions inscrites à l'ordre du jour ou ajouter ou supprimer des questions. La majorité des deux tiers des membres présents et votants est requise pour ajouter ou supprimer une question au cours d'une session.

Section V. Président/Présidente et vice-président(e)s

Article 5

1. Au début de sa première session, qui suit chaque session ordinaire de la Conférence générale, le Conseil élit un/une président(e) et ~~deux~~deux vice-président(e)s, ressortissants des six groupes régionaux, qui constituent le ~~B~~bureau du Conseil.
2. Le ~~B~~bureau du Conseil est chargé d'aider le/la ~~P~~président(e) dans ses fonctions et d'accomplir telles autres fonctions que le Conseil peut lui assigner.
3. Les membres du ~~B~~bureau ont un mandat de deux ans et ne sont pas rééligibles.
4. Le Bureau reste en fonction jusqu'à l'élection du nouveau Bureau.

[n12]

Article 6

1. Outre les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le/la ~~P~~président(e) a les fonctions suivantes : il/elle prononce l'ouverture et la clôture des séances, dirige les débats, assure l'observation du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il/elle se prononce sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre. Il/Elle peut prendre part aux discussions et aux votes : il/elle n'a pas voix prépondérante.
2. Si le/la ~~P~~président(e) se trouve absent(e) au cours d'une session, ses fonctions sont exercées par l'un(e) des vice-président(e)s, selon l'ordre alphabétique de leurs noms respectifs.
3. Si le/la ~~P~~président(e) cesse de représenter un État membre du Conseil ou s'il se trouve dans l'incapacité de continuer à exercer ses fonctions, l'un(e) des vice-président(e)s sera élu ~~P~~président(e) par le Conseil pour la durée du mandat à couvrir et un(e) autre vice- président(e) sera élu(e) à sa place.

Article 7

1. Si un(e) vice-président(e) n'est plus en mesure de participer aux travaux du ~~B~~bureau du Conseil, un nouveau/une nouvelle vice-président(e) sera élu(e) afin de le/la remplacer, sur la proposition du groupe régional respectif au cours de la session ordinaire suivante du Conseil.
2. Si une réunion du ~~B~~bureau du Conseil est convoquée avant la session ordinaire suivante du Conseil alors qu'un(e) vice-président(e) n'est déjà plus en mesure de participer aux travaux de la session, les autorités compétentes dans le pays concerné désigneront pour ladite session une autre personne qui prendra la place du/de la vice-président(e) absent(e). Cette personne assumera tous les droits et les responsabilités d'un(e) vice-président(e) jusqu'à l'élection par le Conseil d'un(e) nouveau/nouvelle vice-président(e).
3. Les autorités compétentes dans le pays dont les ressortissants agissent comme vice-président(e)s informeront dès que possible le président du Conseil, par l'intermédiaire du Directeur du BIE, de l'incapacité d'un(e) vice-président(e) en particulier d'exercer ses fonctions.

Section VI. Secrétariat*Article 8*

1. Le Directeur/La Directrice général(e) de l'UNESCO ou, à son défaut, le/la représentant(e) qu'il/elle aura désigné(e), et le Directeur/la Directrice de ~~l'Institut~~~~Bureau~~ participent sans droit de vote aux réunions du Conseil. Ils assistent également aux réunions de son ~~B~~bureau.
2. Le Directeur/La Directrice ~~du Bureau~~de l'Institut ou un membre du personnel désigné par lui/elle est le/la Secrétaire du Conseil. Le/La Secrétaire assiste à toutes les séances du Conseil et de son ~~B~~bureau.
3. Le Directeur/La Directrice général(e) de l'UNESCO met à disposition du Conseil les autres membres du personnel et les moyens nécessaires à ses travaux.
4. Le Directeur/La Directrice général(e) de l'UNESCO ou son/sa représentant(e), le Directeur/la Directrice de ~~l'Institut~~~~du Bureau~~ et le/la Secrétaire du Conseil peuvent présenter des observations orales ou écrites au Conseil ou à son ~~B~~bureau sur toute question en cours d'examen.

Section VII. Langues*Article 9*

1. Les langues de travail du Conseil sont l'anglais et le français~~les mêmes que les langues de travail de la Conférence générale.~~^[n13]
2. Ceci n'exclut pas des interprétations et traductions au cas-par-cas si des fonds extrabudgétaires sont mis à disposition. Tout participant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail du Conseil à condition d'assurer l'interprétation de son intervention dans l'une des langues de travail.

Section VIII. Séances*Article 10*

1. La majorité simple des États membres du Conseil constitue le quorum.
2. Toutefois, si, après une suspension de séance de dix minutes, le quorum ci-dessus défini n'est pas réuni, le/la ~~P~~président(e) peut demander aux membres présents en séance de décider à l'unanimité la suspension temporaire de l'application du

paragraphe précédent.

3. Sauf décision contraire du Conseil, toutes les séances du Conseil sont publiques.

Section IX. Conduite des débats

Article 11

Les suppléants, conseillers et experts visés à l'article 1, paragraphe 2 du présent règlement, sur demande du/de la représentant(e) qu'ils accompagnent, ainsi que les représentants visés à l'article 2 peuvent, avec l'assentiment du/de la Pprésident(e), faire des déclarations écrites ou orales devant le Conseil.

Article 12

Le/La Pprésident(e) donne la parole aux orateurs en suivant l'ordre dans lequel ils ont exprimé le désir de parler.

Article 13

Le Conseil peut limiter le temps de parole de chaque orateur.

Article 14

Au cours de la discussion de toute question, un membre du Conseil peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le/la Pprésident(e) se prononce immédiatement. Il est possible de faire appel de la décision du/de la Pprésident(e). L'appel est immédiatement mis aux voix. La décision du/de la Pprésident(e) est maintenue si elle n'est pas rejetée par la majorité des membres présents et votants.

Article 15

Un membre du Conseil peut à tout moment proposer la suspension, l'ajournement ou la clôture de la séance ou du débat. Les motions de ce genre sont mises aux voix immédiatement. L'ordre de priorité applicable à ces motions est le suivant :

- a) suspension de la séance ;
- b) ajournement de la séance ;
- c) ajournement du débat sur la question en discussion ;
- d) clôture du débat sur la question en discussion.

Section X. Vote

Article 16

Chaque État membre du Conseil dispose d'une voix.

Article 17

1. Aucune résolution ou motion et aucun amendement ne peuvent être mis aux voix s'ils n'ont été appuyés.
2. Sauf disposition contraire du présent règlement et sous réserve des dispositions de l'article 9, paragraphes 1 et 2, les décisions sont prises à la majorité des membres présents et votants.
3. Aux fins du présent règlement, seuls les membres votants pour ou contre sont comptés comme « présents et votants » ; les membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

Article 18

1. Les votes ont lieu normalement à main levée, sauf décision contraire du Conseil, mais le vote par appel nominal est de droit lorsqu'il est demandé par deux membres au moins. Le vote ou l'abstention de chaque membre prenant part au scrutin par appel nominal est consigné dans les décisions du Conseil.
2. En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée, le la Pprésident(e) peut faire procéder à un second vote par appel nominal.

Article 19

1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu.
2. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, le Conseil vote d'abord sur celui qui est le plus éloigné, quant au fond, de la proposition primitive. Il vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.
3. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.
4. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

Article 20

Pour toute élection et décision concernant des personnes, le vote a lieu au scrutin secret chaque fois que la demande en est faite par deux membres au moins, ou si le la Pprésident(e) en décide ainsi.

Article 21

1. En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, il est procédé à un deuxième vote, après une suspension de séance. Si, lors du deuxième vote, la proposition n'obtient toujours pas la majorité, elle est considérée comme rejetée.
2. En cas de partage égal des voix lors d'un vote portant sur des élections et décisions concernant des personnes, il est procédé à d'autres tours de scrutin jusqu'à ce qu'une majorité se dégage.

Section XI. Décisions et rapports*Article 22*

1. Le Conseil approuve à chaque session le texte des décisions adoptées au cours de la session.
2. Le texte est publié dans le mois qui suit la fin de la session.
3. Le Conseil présente à la Conférence générale, lors de chacune de ses sessions ordinaires, un rapport sur les activités du de l'InstitutBureau.

Section XII. Procédures spéciales

Article 23

Lorsque dans l'intervalle des sessions du Conseil l'approbation de celui-ci est requise en vue de mesures d'urgence et d'importance exceptionnelle, le ~~la~~ Président peut, par l'entremise du Directeur de la Directrice de l'Institut-Bureau, consulter les membres par correspondance. Pour être adoptée, la mesure proposée doit recueillir l'adhésion des deux tiers des membres.

Section XIII. Amendements et suspension

Article 24

1. Le présent règlement peut être modifié, sauf dans les clauses qui reproduisent des dispositions des Statuts de l'Institut-Bureau, par décision du Conseil prise à la majorité simple des membres présents et votants, à condition que la proposition ait été préalablement inscrite à l'ordre du jour.
- ~~1.~~ L'application de tout article du présent règlement peut être suspendue par décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.